

RIPOSTE



EXTRÊME-DROITE



ÉDITO

Le combat contre le FN aura-t-il lieu ?

Depuis 2011, nous constatons à la fois la recrudescence fulgurante du vote FN, la réactivation de groupuscules violents et l'accumulation de bons sondages dans « l'opinion publique » sur les thèses de l'extrême-droite. Et cette tendance n'est pas franco-française. La gangrène gagne la plupart des pays européens, qui connaissent un repli nationaliste et populiste fort, à forte teneur eurosceptique. Un repli qui conduit parfois à la réémergence de ligues néofascistes violentes, à l'image d'Aube Dorée en Grèce, ou du Jobbik en Hongrie.

Face à cette (ir?)résistible ascension de l'extrême-droite, la droite tergiverse (et ose parfois l'alliance, comme en Autriche), l'extrême-gauche éructe (quels résultats ?) et la vieille gauche semble désemparée, quand elle ne joue pas avec le feu à des fins électoralistes.

Reste le challenger de l'échiquier politique : les écologistes. Les seuls qui résistent encore aujourd'hui à la démagogie sur les Roms, les migrants, la croissance etc. Les seuls qui énoncent qu'il faut moins de frontières, quand tous les autres partis veulent les renforcer, et quand l'extrême-droite veut les rendre hermétiques.

Notre programme est à même de couper durablement l'herbe sous le pied du Front national

en répondant aux besoins et aux peurs de ses électeurs. Nos solutions, même si elles méritent parfois d'être affinées, démontrent déjà leur efficacité dans certains territoires. C'est par exemple le cas à Loos-en-Gohelle, ville de Jean-François Caron, où le vote FN est moitié moins important que dans les villes alentours (Bassin minier).

Mais un bon programme ne suffit pas. Il faut y adjoindre un discours, une posture, des symboles, un sens.

Nous nous sommes retrouvés, quelques militants d'horizons, régions, courants divers et variés, dans un même but : outiller les militants en théorie comme en pratique pour mener le combat contre le Front national et ses alliés. Et nous avons créé un groupe de veille, informel, ouvert à toutes et tous, pour qu'une réflexion collective se réengage dans le parti sur notre rapport à l'extrême-droite et notre méthode pour la combattre.

Ce petit journal est le fruit de nos premiers échanges. Il n'est pas une Bible sur le sujet, mais une invitation aux débats.

Bienvenue à bord !

*Enzo POULTRENIÉZ et
Marine TONDELIER
Co-animateurs du groupe
de veille sur l'extrême-droite*

SOMMAIRE

p.2-4

FONDAMENTAUX FN

- Ecologie : Entre opposition et récupération, le FN schizophrène
- Le pluralisme culturel, une unité sociopolitique
- L'évolution idéologique du FN depuis 30 ans : un changement en trompe-l'œil

p. 4-6

SOCIOLOGIE DU VOTE FN

- La fin du Front républicain
- Le vote FN en zone rurale : Un malaise à dissiper, des blessures à cicatriser

p. 6-8

DANS NOS VILLES

- Municipales 2014 : a stratégie du Front National
- MUNICIPALES 2014 : Quel destin pour Hénin-Beaumont ?

p. 8-10

EN EUROPE

- ALLEMAGNE
- AUTRICHE
- GRÈCE
- HONGRIE

p. 11

- Vers un dispositif de réduction de l'attirance vers le FRONT national
- Brève histoire d'une commission

ÉCOLOGIE Entre opposition et récupération, le FN schizophrène

En matière d'écologie comme d'immigration, Marine Le Pen fait appel en permanence au « bon sens » pour légitimer ses constats et ses remèdes. Elle entend répondre aux politiques publiques jugés absurdes et embrouillées des « technocrates ». Ainsi le programme du Front national se revendique plus écolo que les écologistes mais réduit l'écologie à une gestion du patrimoine paysager, qui consiste à laisser la place aussi propre en partant qu'on ne l'a trouvée en naissant.

La défense du patrimoine naturel

Au terme « biodiversité », le FN préfère celui de « patrimoine naturel », ce qui résume bien toute l'opposition conceptuelle entre l'idéologie frontiste et l'écologie politique. Pour le FN : « le respect des lois de la nature [...] participent de la défense de l'identité nationale » (programme 2012). Bref, si un arbre doit être protégé, c'est avant tout parce qu'il est Français. Alors que la nature ne connaît pas de frontières et que le métissage y est la règle, le FN entend au contraire la segmenter artificiellement et la rendre statique : on exalte la grandeur de nos montagnes, la beauté de nos paysages ruraux, la finesse de nos côtes. La logique frontiste ignore donc que ces paysages sont par essence éphémères et qu'ils sont un bien commun de l'humanité : préserver la biodiversité ça n'est pas figer la nature, c'est au contraire maintenir les conditions pour qu'elle puisse se renouveler, se recréer, et nous surprendre.

Le flou du programme : l'exemple de l'énergie

Il ne faut pas creuser longtemps le programme du Front national pour voir que l'écologie n'y est qu'un vernis très superficiel.

Sur l'énergie, le programme annonce l'objectif d'une sortie à terme du nucléaire, sans aucune indication sur l'échéance et la transition. Dans le même temps, sur les énergies renouvelables, le FN indique que « l'objectif est de couvrir à terme 10 à 15% de nos besoins énergétiques ». A terme ? Quand on sait que l'hydraulique, l'éolien, le photovoltaïque et la biomasse représentaient déjà 12,9% de la consommation finale d'énergie en 2010, et que la loi fixe comme objectif de parvenir à 23% en 2020, on s'interroge. Ce qui est présenté comme un objectif raisonnable, de « bon sens », est en réalité une régression brutale.

Le grand écart électoraliste : l'exemple de la dignité animale

La thématique de la souffrance animale est en un bel exemple de schizophrénie frontiste.

D'un côté, Marine Le Pen entend défendre mieux que quiconque la dignité animale, forte du soutien de Brigitte Bardot. Elle met d'ailleurs l'accent sur ce point dans son discours sur la ruralité à Châteauroux le 26 février 2012. De l'autre on peut lire dans un communiqué de son « conseiller politique à la Chasse », Guillaume Vouzellaud : « *Pour le renouveau de la chasse populaire, le 22 avril, chasseurs défendez-vous, votez Marine !* ». Mieux, un tract de mars 2012 s'adresse spécifiquement aux chasseurs, et énonce : « *[la chasse] permet de faire vivre dans la nature les valeurs de la tradition, du patrimoine, de l'écologie, de la liberté et de la responsabilité* », dénonçant au passage « *l'ukase des écologistes* » sur la chasse.

Ce qui intéresse Marine Le Pen chez l'animal, ça n'est pas l'entassement dans des hangars hors sol, pas plus que la chasse qui décime certaines espèces. Non, son intérêt se porte sur l'abattage, et plus particulièrement l'abattage rituel qualifié de barbare. Bref, le FN ne se préoccupe pas le moins du monde de réduire la souffrance animale mais cherche par ce thème à associer les musulmans à des tortionnaires d'animaux.

Le discours écologiste de Marine Le Pen est une vaste supercherie. Comme le dit à juste titre Erwan Lecœur : « *Elle met du vert sur du marron, et cela donne un motif militaire* ».

Laurent Ozon, l'idéologue écolo du FN

Cette volonté de verdir le discours frontiste vient d'un homme, Laurent Ozon, propulsé au bureau politique (l'instance de direction du FN) lors du Congrès de Tours (janvier 2011) sur la seule volonté de Marine Le Pen. Laurent Ozon se dit écologiste, mais version néo-droitière. Il appartient d'ailleurs au courant identitaire de l'extrême-droite dont le projet politique repose sur le triptyque « langue – sol – sang ».

Laurent Ozon faisait partie des experts que le FN souhaite mettre en avant pour crédibiliser son image. Faisait, car son passage aura été fulgurant, puisqu'il a dû démissionner le 14 août 2012, un mois après avoir écrit sur son compte twitter au sujet des attentats d'Oslo : « *Expliquer le drame d'Oslo : de 1970 à 200, x58 d'immigrés d'origine afro-orientale. Vers la guerre civile ?* ». Encore une fois, le FN est tiraillé entre la quête d'une respectabilité et des déclarations sulfureuses. Le passage de Laurent Ozon au Front national aura été fulgurant.

Cette offensive frontiste sur l'écologie politique n'est pas nouvelle. Déjà en 1996, Bruno Megret organisait un colloque de trois jours au Conseil régional de Rhône-Alpes sur « l'écologie ».

Le pluralisme culturel, une unité sociopolitique

« La Culture est inséparable de l'histoire et du rayonnement de la France » (programme 2012 du FN). Comprenez plutôt : La Culture est française.

La tentative de définition de la culture française par le Front National est avant tout une discrimination simple et malheureusement efficace de la différence. Le « français » est selon le discours frontiste un individu lié à un modèle culturel, lié par des racines religieuses à une manière de vivre en société. Ce « français » serait le bon, l'unique. Son modèle serait le meilleur, l'unique. Il n'aurait pas à souffrir des imperfections voire des « dangers » des autres sociétés, elles, en-dessous, imparfaites, moins vertueuses.

Les écologistes voient la nécessité de s'enrichir par l'autre, par ses valeurs et de sa vision du monde. D'un point de vue historique, les cultures et les hommes ne sont pas fixés sur un territoire, ils s'échangent et évoluent.

L'affirmation d'une dominance religieuse chrétienne dans le discours du FN est la survivance des

conflits sociaux de religions. Mais aucune religion ne peut dominer la Loi. Ce garde-fou garanti, la pratique de la religion, qu'elle soit chrétienne ou musulmane, juive ou bouddhiste, n'est pas la source de violences. Nous devons continuer de nous acheminer vers un vivre-ensemble multiculturel laïque apaisé.

Il faut aussi se demander si le simple fait pour le FN d'avoir atteint des scores importants à la présidentielle de 2012 le légitime dans son discours ? La démocratie n'est pas que la légitimation par le peuple.

Le problème que pose l'analyse de l'extrême droite est que l'affirmation d'un modèle unique de « bon individu », de bon français, se répercute jusque dans le débat politique. Le discours frontiste suggère qu'il n'existe qu'un seul moyen de faire survivre la France : par le sauvetage d'intérêts qui lui sont propres et qu'elle ne partagerait pas avec d'autres. Le danger est là. En refusant de faire entrer dans le débat d'autres pensées ou d'autres gens, le pluralisme n'existe pas. Résultat, une démocratie réduite et des tensions socio-politiques qui réapparaissent.

Les écologistes posent une vision, logique et réaliste, en elle-même une solution.

Alors que le FN enchaîne « culture française » à « identité française », nous rappelons que la culture est

bien plus une réflexion sociale partagée entre différents systèmes de représentations qui ne sont pas nécessairement françaises. La culture n'est pas un modèle à suivre, mais le résultat d'une interaction politique et sociale constante. L'identité « Française » n'est pas rigide ou unique. Elle est ouverte, changeante d'un individu à l'autre. L'identité française est plutôt, à notre avis, la possibilité de prendre part aux débats et aux décisions politiques.

Les « étrangers » ne sont pas étrangers. Ils sont une minorité politique uniquement parce que des droits communs leur sont refusés, par manque d'humanisme, par défiance de solidarité, par refus de construire un avenir politique partagé. Nous pensons, travaillons et respirons ensemble, en France, en Europe et ailleurs. Le droit de vote des étrangers résidents en France est légitime : à situation égale, traitement égal.

Nos solutions, donc ? Considérer les attentes sociales de tous, laisser l'expression politique libre de carcans culturels ou religieux réducteurs, promouvoir ainsi la rencontre, territorialement aussi pour montrer que le vivre-ensemble en une unité politique et culturelle pluraliste est possible.

*Théo CHALLANDE
(EELV Marseille)*

L'évolution idéologique du FN depuis 30 ans Un changement en trompe-l'œil

D'après l'étude de la TNS Sofres du 24 janvier 2013, le Front National se banalise aux yeux des Français. Aujourd'hui 47% des gens interrogés estiment que le FN « n'est pas un danger pour la démocratie » contre 19% à la fin des années 1990.

Cette étude révèle que la stratégie de normalisation du parti d'extrême droite est en passe de réussir.

Mais en constatant ce changement d'image, il convient de s'interroger sur les véritables évolutions du FN.

Le FN est-il plus respectable qu'auparavant ? Son programme a-t-il profondément changé ?

On peut effectivement considérer que le parti a énormément évolué. Mais en réalité il a surtout modifié son image et assez peu ses fondamentaux.

Pour commencer, son style, plus

moderne, est en grande partie dû à l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête. C'est elle qui a réussi à mettre en œuvre cette stratégie de dédramatisation.

Pourtant commencée dans les années 1990, cette volonté de se crédibiliser a toujours été empêchée par les constants dérapages volontaires de Jean Marie Le Pen.

Ensuite, d'un point de vue programmatique, les changements sont peu nombreux mais spectaculaires.

En 40 ans, le FN est passé de défenseur de l'ultra-libéralisme (Le Pen était le Reagan français !) à celui

de pourfendeur de la concurrence libre et non faussée.

Le parti milite désormais pour un État fort, centralisé et dirigiste, pour une taxe sur les transactions financières et pour un arrêt de l'ouverture du capital dans les grandes entreprises de service public.

De la même façon, il développe une image beaucoup plus sociale qu'auparavant en défendant (en tout cas sur le papier) le système de retraite par répartition, le retour aux 40 annuités de cotisation et la retraite à 60 ans.

Le discours à l'égard de la fonction

publique a été également totalement remanié. On ne parle plus désormais « d'abolir les privilèges de la fonction publique » ou encore du "non-remplacement d'une partie des départs en retraite".

Pourtant, au delà du développement de thématiques sociales, le fond de commerce est toujours le même. Le FN cultive toujours la stratégie du bouc émissaire.

Il y a plus de 30 ans, le FN combattait le communisme. Aujourd'hui, il combat l'islam et la mondialisation.

Sur les sujets de société, de justice ou de sécurité, la forme change (Marine Le Pen est plus à l'aise que

son père) mais le fond reste. Le parti est par exemple toujours pour la peine de mort. Il continue également à défendre l'indépendance nationale et de s'opposer à la construction européenne.

Quant à la vision de l'immigration, la pensée est toujours, comme l'avait théorisé François Duprat : « *Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop. Les Français d'abord* »...

Ne l'oublions jamais...

Aurélien DANVERT
(EELV Lille)

SOCIOLOGIE DU VOTE FN

La fin du Front républicain

En mai 2002, Jean-Marie Le Pen recueillait au second tour moins de voix que l'addition Le Pen – Mégret du premier tour, alors que Jacques Chirac triomphait avec plus de 82% des voix suite à une mobilisation massive des électeurs de gauche comme de droite. C'était l'heure de gloire du « front républicain », c'est-à-dire l'addition de toutes les forces républicaines contre l'extrême-droite. Onze ans plus tard, de la 2e circonscription de l'Oise à celle de Villeneuve-sur-Lot, les médias comme les cadres des partis politiques n'ont cessé d'étaler leurs analyses sur la mort plus ou moins annoncée et regrettée du front républicain. Et Marine Le Pen de se gargariser de cette mort, preuve de « l'échec de l'UMPS ».

Quand le FN bénéficie de report de voix

Et pourtant, la lente agonie du front républicain ne date pas des élections législatives partielles. Il faut remonter deux ans auparavant, aux élections cantonales de 2011, voire à celles de 2004.

Aux élections régionales (2010), le FN se maintient dans 12 régions, à

chaque fois dans le cadre d'une triangulaire Gauche-Droite-FN. Ses scores augmentent peu entre les deux tours : + 1 point en Alsace, Franche-Comté ou Rhône-Alpes ; jusqu'à +3,5 points en Lorraine, Picardie et Nord-Pas de Calais (Languedoc-Roussillon mis à part, le contexte y était très particulier). C'est déjà beaucoup, mais c'est sans commune mesure avec l'épisode qui suit.

En mars 2011 la moitié des cantons de France sont renouvelées. Le FN accède au second tour dans 403 cantons sur 1440. Sur ceux-ci, il passe de 620 000 voix à 915 000 voix, soit une progression de 50% en voix. Dans les duels gauche-FN, le FN gagne 10,6 points en moyenne, passant de 24,9% au premier tour à 35,5% au second. Dans les duels droite-FN, le FN gagne 10,5 points, passant de 26% à 36,5%.

Ces résultats confirment ceux observés aux cantonales de 2004, avec un nombre de duels bien moindre (+10,3 points dans les 46 duels face à la gauche, +10 points face à la droite), et de nombreuses triangulaires défavorables (-1 point en moyenne sur les 270 triangulaires).

Surtout, cette tendance s'est accentuée aux dernières élections législatives. Dans les 28 triangulaires gauche-droite-FN, le FN continue de connaître un tassement, en perdant 3,7% de ses voix en moyenne (-0,85

point entre les deux tours). Mais on constate que l'électorat de droite devient stratège, et se reporte davantage sur le candidat de droite ou du FN qui est le mieux placé pour l'emporter face au candidat de gauche.

Mais pour analyser les reports de voix, ce sont les duels qui restent les plus riches d'enseignements. Dans les 9 duels Droite-FN, ce dernier voit ses voix croître de 30% en moyenne (+16,6 points entre les deux tours), alors que la participation chute (-13,7%) et que les votes blancs et nuls sont multipliés par 8,5. Dans les 23 duels Gauche-FN, l'accroissement est de 62% (+16 points entre les deux tours), avec une baisse plus faible de la participation (-2,1%) et une hausse plus contenue des blancs et nuls, multipliés par 3.

Deux enseignements importants peuvent être tirés de cette analyse du vote. Le premier est l'accroissement des « réservoirs de voix » du FN dans l'entre deux tours, passés de 10 points aux cantonales à 16 points aux législatives. Cela pose de moins en moins de problème à un électeur de voter FN au second tour contre un candidat de droite ou de gauche.

Le second est la perméabilité très forte des électeurs de droite dite républicaine et d'extrême-droite. Alors que les électeurs de gauche refusent massivement de trancher dans le cas des duels droite-FN (abstention et

vote blanc), les électeurs de droite votent plus facilement FN dans le cas des duels gauche-FN.

D'où viennent les électeurs FN de second tour ?

Cette analyse est renforcée par des modèles statistiques plus fins, à l'échelle des bureaux de vote. Dans le cas de l'élection partielle dans la 2e circonscription de l'Oise, ces modèles nous permettent de déterminer de manière crédible le parcours des électeurs FN du second tour. Sur les 6000 voix glanées par la candidate frontiste entre les deux tours, 4000 viennent des abstentionnistes, 2000 d'électeurs UMP du 1er tour qui ont vu une opportunité quand 2000 autres ont fait le chemin inverse (cela atteste la thèse d'un électorat UMP-FN stratège qui peine à choisir dans ce cas de figure), et enfin 2000 électeurs PS du 1er tour.

Aucun modèle ne démontre que l'électorat de gauche est prépondérant dans la croissance du vote FN. Et en effet, il se réfugie massivement dans l'abstention et le vote blanc.

On l'a vu, le front républicain n'a existé

Le vote FN en zone rurale Un malaise à dissiper, des blessures à cicatriser

Jusqu'en 2002, le vote Front national était surtout urbain. Avec l'accession de Jean-Marie Le Pen au 2e tour de la présidentielle, les électeurs du parti frontiste, occasionnels ou réguliers se sont multipliés en zones rurales. L'expression d'un malaise et d'une réalité quotidienne préoccupante des campagnes françaises, qu'on ne dissipera qu'en portant davantage de solidarité et d'égalité territoriales.

De 2002 à 2012, la progression du vote Front national en zone rurale est sans appel. Aujourd'hui, dans les communes de moins de 500 habitants, le parti de Marine Le Pen, dépasse 20,9 % , « 3 points de plus que dans les communes

dans les faits que jusqu'en mai 2002. Depuis, voter spécifiquement contre le Front national au second tour est de moins en moins un réflexe, et les réservoirs de vote du FN s'accroissent à chaque élection. Celui-ci arrive désormais à obtenir des élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours (2 circonscriptions et deux cantons), et ça n'est sans doute qu'un début. En effet, l'électorat de droite préfère de plus en plus le FN à la gauche, et l'électorat de gauche n'arrive plus à voter à droite contre le FN. Le Front national investit ainsi petit à petit le centre de gravité électoral.

L'efficacité des appels au front républicain en question

Etant donné son délitement actuel, on est en droit de se poser la question de l'efficacité du Front républicain. D'autant que celui-ci permet au Front national de se présenter comme un bouc-émissaire, victime du « système UMPS » qui se partagerait le pouvoir en bonne entente. Et l'appel au front républicain, quand il bénéficie à un élu maintes fois condamné ou connu

de plus grande taille ». Cette hausse constante coïncide aussi avec la migration à la périphérie des métropoles, à 20 ou 50 km de distance de leur lieu de travail d'une population au fort ressenti ou vécu de déclassement et de précarisation. Une recomposition géographique et sociologique de la société française, qui englobe pêle-mêle mise à l'écart, difficulté d'accès aux logements urbains, raréfaction ou absence de services de proximité. Le malaise rural des électeurs ruraux du FN remplace ainsi le malaise urbain initial de la fin des années 80.

« Une commune sur deux en France n'a plus de commerce » notait en 2012, le programme « Vivre mieux » des écologistes. La désertification, la carence des services publics, la diminution du nombre d'agriculteurs et l'arrivée de nouveaux habitants, souvent des employés, créent de réels mécontentements, exploités par le parti frontiste dans le volet aménagement du territoire de son programme. En les lisant, tout fout

pour son clientélisme, accrédite la thèse du « tous

pourris, tous corrompus », terreau du vote FN. Un électeur qui souhaite sanctionner la « classe politique » dirigeante en vient désormais à voter FN, parti autoproclamé « antisystème » plutôt qu'à s'abstenir ou voter blanc.

Il n'est pas osé de dire que le front républicain est aujourd'hui inefficace, quand il n'est pas tout simplement contreproductif. Les électeurs suivent de moins en moins des consignes inaudibles, et la simple addition des voix de premier tour ne fait plus l'élection du second tour.

Aussi, il est important de revoir la posture électorale vis-à-vis du Front national au second tour, peut-être en laissant à un électorat UMP-FN à la porosité croissante le choix du vainqueur au second tour, sans y prendre part.

Enzo POULTRENIÉZ
(EELV Lille)

le camp : « la disparition progressive des petits commerces et des bureaux de poste constitue un traumatisme important dans le monde rural » ou encore : « Le monde rural, sur lequel s'est construit la France pendant des siècles s'en trouve légitimement désemparé ». Le village français, décrit ici comme terriblement menacé dans son essence est un parfait symbole de la patrie en danger qui s'inscrit dans la mythologie et le discours immédiatement compréhensible du FN. Le refus de cette évolution qui bouleverse vie locale et habitudes, l'angoisse générée par ces changements expliquent en partie la progression du vote lepéniste. La fermeture de l'unique boulangerie, même si elle est plus liée au départ en retraite du boulanger qu'à la mondialisation galopante ou à l'Euro peut, du jour au lendemain, doper le vote Le Pen.

En Languedoc Roussillon, entre 2010 et 2012, le score du FN a bondi dans les communes de moins de 200 inscrits de 8,2% à 18,7 % et de



10,4% à 21,7% dans les communes de 200 à 500 inscrits. Sans maillage important, il suffit parfois d'un ancrage dynamique local, comme le café tenu par un adhérent FN de Crigent-sur-Somme, décrit par S. Vignon, où renaissent d'anciennes solidarités locales pour diffuser les idées nationalistes, au plus près des habitants.

Forts d'une étude portant sur des scrutins dans deux villages du Languedoc-Roussillon, les chercheurs Sylvain Barone et Emmanuel Négrier, au fil de 315 entretiens, soulignent à la fois l'extrême diversité du vote FN et plus nouveau, sa corrélation avec un vécu personnel difficile, temporaire ou constant. Au delà des constats

sociologiques habituels, les auteurs identifient « *une blessure ou pour mieux dire, un rapport douloureux à la blessure* » dans la plupart des récits d'électeurs interrogés. Humiliation au travail, événement social ou familial, changement brutal mal vécu... « *Ce qui est important, c'est de voir les individus construire leur souffrance comme une cause acceptable de leur vote FN sans que cela ne soit exprimé ainsi* ». En 2013, le vote rural FN, même s'il s'affiche plus franchement qu'autrefois dans la communauté, reste aussi « *la conséquence d'un problème* ».

L'aménagement du territoire et le maillage efficace des zones rurales par les services publics, une vraie

attention portée à ces populations qui se sentent négligées, peuvent aider à réduire ce malaise rural grandissant. Des transports en commun réguliers et accessibles, une offre locative adaptée, le maintien ou la re-création de services et commerces locaux, l'encouragement de circuits courts, de liens via l'économie sociale et solidaire sont autant de solutions quotidiennes et perceptibles. La cicatrisation des blessures actuelles du monde rural et sa redynamisation par des solutions claires, garantes de nouvelles solidarités et écologistes apparaissent plus que jamais nécessaires.

Florence GENESTIER
(EELV Mâcon)

DANS NOS VILLES 2014

Municipales 2014 : La stratégie du Front National

Tout pousse à croire que le Front National (FN) progresse dans la société : augmentation des scores électoraux, pénétration de plus en plus grande de ses idées dans le débat public et dans la société, etc.

Pourtant, si on enlève la parenthèse de 1986, le FN a toujours peiné à développer un réseau d'élus conséquent, surtout municipaux. L'état d'abandon de l'organisme chargé de la formation des élus, l'IFOREL créé en 1999, est symptomatique de cette faiblesse.

Si on se focalise sur les élections municipales, il faut remonter à 1995 pour voire la seule « victoire » du FN puisque celui-ci parvient à s'emparer de plusieurs villes importantes, en particulier Toulon.

Quant aux résultats de 2008, ils sont catastrophique pour le parti puisque celui-ci obtient 0,93% des voix sur l'ensemble du territoire.

Le FN a donc des difficultés à concrétiser au niveau local, les

scores et les audiences qu'il peut atteindre au niveau national. Pourtant les résultats sont loin d'être en baisse dans les territoires : aux élections cantonales, il passe de 12,4% en 2004 à 15,06% en 2011.

Les élections municipales de 2014 ont donc valeur de test pour le FN : faire un bon score dans les villes moyennes, voir réussir à en conquérir certaines, serait une preuve de son implantation grandissante dans la société.

Ce serait également une preuve que sa nouvelle stratégie fonctionne : normalisation, implantation et formation.

Effectivement, le Front National ne se contente pas de modifier son image. Il tient aussi à former des cadres locaux et uniformiser idéologiquement le parti.

Mais le FN manque de candidats locaux (le bon score des cantonales de 2011 masque en réalité un nombre de voix inférieur à 2004 conséquence d'un nombre de candidat plus faible). Le FN doit former des nouveaux militants qui pourront s'investir dans des campagnes électorales.

Ce travail de cohérence idéologique et politique est une « nouveauté » dans le parti. Seul Bruno Maigret avait déjà fait la tentative, avortée

avec la scission de 1999 et l'apparition du MNR.

Dorénavant, cette mission se fait notamment sous la responsabilité de Louis Aliot, vice-président à la formation, (et son club « Idées nation ») et de Julien Sanchez, délégué national aux actions de proximité.

Pour réussir son pari des municipales, le FN s'appuiera sur son score des législatives de 2012 où il dépasse les 40% dans 77 communes de plus de 4000 habitants (55,1% à Hénin-Beaumont ville de plus de 26000 habitants).

Le parti a d'ailleurs classé comme objectif prioritaire les 531 villes entre 9000 et 100 000 habitants où il a dépassé les 12% des suffrages aux dernières élections législatives.

Il s'appuiera aussi sur ses jeunes puisque beaucoup de candidat auront moins de 30 ans. Ce sera le cas de Antoine Golliot, 27 ans, tête de liste à Boulogne-sur-mer, ou de David Rachline, 25 ans, tête de liste à Fréjus.

Conquérir des territoires avant de gagner à l'échelle nationale donc. Voilà comment le Front National voit la suite.

Aurélien DANVERT
(EELV Lille)

Municipales 2014 : Quel destin pour Hénin- Beaumont ?

Le 17 juin 2012, Philippe Kemel est élu député de la 11ème circonscription du Pas-de-Calais, avec une très courte majorité de 120 voix. A Hénin-Beaumont, Marine Le Pen enregistre ce soir là un score de plus de 56%.

Le terreau des affaires

Entre temps, l'affaire Cahuzac et les rebondissements politico-judiciaires locaux n'ont pas amélioré le climat. Les trois derniers mois ont été chargés.

En mai, l'ancien député-maire socialiste de Liévin Jean-Pierre Kucheida, a été condamné à 30 000 euros d'amende pour abus de biens sociaux. Il a été reconnu coupable d'avoir fait un usage abusif de sa « carte bleue de la Soginorpa » et de ne pas avoir justifié quelque 11 000 euros de dépenses.

En juin, quatre ans de prison, dont deux avec sursis, 50 000 euros d'amende et la privation de ses droits civiques pendant 5 ans ont été requis à l'encontre de l'ancien maire d'Hénin-Beaumont. Gérard Dalongeville est jugé depuis le 27 mai pour 18 détournements de fonds publics, 11 délits de favoritisme, 6 usages de faux et une corruption passive, entre 2006 et 2009.

En juillet, le parquet de Lille a ouvert une information judiciaire contre X, visant des faits de corruption et d'abus de biens sociaux au sein de la fédération socialiste du Pas-de-Calais. Cela fait suite aux dénonciations de l'ancien maire d'Hénin-Beaumont, à propos d'un système de financement occulte organisé autour de deux organismes, le bailleur social Soginorpa et la société d'économie mixte Adevia – tous deux un temps présidés par M. Kucheida.

Le FN justicier

Dans ces affaires, le FN d'Hénin-Beaumont a quasiment joué un rôle de lanceur d'alerte, tandis que d'autres venaient apporter son soutien au maire incriminé, au nom de la lutte contre « la bête immonde ».

Aux frais du contribuable, le maire faisait « disparaître » les articles de La Voix du Nord rendant compte des conclusions des rapports alarmants de la Chambre régionale des comptes. Le FN avait alors beau jeu dans le même temps de se faire l'artisan de la transparence en mettant dans les boîtes aux lettres des photocopies de l'article en question, qui avait entre temps été supprimé du site du quotidien régional.

Voilà pourquoi aujourd'hui, face à un Parti socialiste jugé arrogant, le FN paraît à une large partie de la population compréhensif, proche de leurs préoccupations, fiable sur les questions financières, digne de confiance.

Une ville qui se relève difficilement de l'ouragan Dalongeville

Si la ville va mieux aujourd'hui, mais il faut réparer les dégâts causés par des années de gestion laxiste, clientéliste et parfois totalement frauduleuse des finances publiques. Et gérer les conséquences délétères des emprunts toxiques contractés durant cette période. La municipalité a donc été amenée à augmenter les impôts locaux de 85% en 3 ans. Sur une ville de 27000 habitants, 400 maisons sont aujourd'hui en vente sans trouver acquéreur.

Des élections municipales mal engagées

Gérard Dalongeville projette de faire appelafin-l'appelétantsuspensif-, de pouvoir monter sa liste. Et son score pourrait surprendre car beaucoup estiment que « c'était mieux avant » : dix employés municipaux pour ramasser les papiers sur le marché comme à Disneyland, la patinoire à Noël, l'album photo gratuit aux jeunes mariés avec photographe

municipal mis à disposition...

D'où l'accueil surprenant lorsqu'il est venu voter aux dernières législatives : des poignées de main vigoureuses et des petits mots sympas. Déconcertant.

Côté FN, les troupes sont prêtes et piaffent d'impatience. Les moyens mis sur les campagnes héninoises sont disproportionnés, donnant l'impression que toutes les forces du parti sont concentrées sur cet enjeu. Déjà en 2008, chaque habitant avait eu droit dans sa boîte aux lettres à un DVD (révolutionnaire à l'époque!) avec un petit film larmoyant mettant en scène Marine Le Pen et « l'enfant du pays », Steeve Briois.

Face à cela, les politiques locaux sont nombreux à se rêver en « homme providentiel » - parce que bien sûr, ce sont tous des hommes...

Une liste écolo en 2014 ?

A l'heure actuelle, les écologistes discutent avec la plupart des forces de gauche. Nous sommes conscients que les enjeux exigent de nous que nous prenions nos responsabilités en mettant nos ambitions propres de côté.

Nous sommes déterminés à prendre les meilleures décisions possibles dans les mois qui viennent. Pas en terme de postes, mais pour l'intérêt général de cette ville.

Alors que faire. Une liste autonome «propre» mais impuissante? Un front républicain de circonstance et sans réel projet pour la ville? Des initiatives innovantes et attirantes car dynamiques mais inexpérimentées vu l'ampleur des défis à relever une fois élus ? Le choix prudent de se ranger derrière le maire sortant pour le soutenir partant du principe qu'il soit le seul vraiment à même de battre FN, mais qui ne prend pas en compte l'exaspération d'une partie des habitants à son égard, injustement exacerbée par les tracts réguliers l'attaquant ? A Hénin, l'usure du pouvoir est rapide et redoutable.

Refuser la résignation

Certains nous dirons qu'il ne nous reste plus qu'à trouver les 6 ou 7 personnes qui représenteront l'opposition au Front national au sein du conseil municipal pour les 6 prochaines années.

On en arrivera peut être là. Cette fois-ci ou la fois suivante. Mais nous ne pouvons nous résigner. Nous nous devons d'être hermétiques à ceux qui nous soufflent à l'oreille que c'est inéluctable. Que « ça fera du bien à la ville ». Que « ce ne sera l'affaire que de 6 ans ». Parce que la résignation n'a pas sa place en politique. Et parce que c'est faux.

Nous sommes nombreux à refuser

de laisser tomber cette ville. Et à être persuadés que si cette ville tombe, le FN ne sera pas assez stupide pour reproduire les erreurs de Vitrolles ou d'Orange. Leurs cadres monteront faire le travail. La vitrine sera trop belle en plein milieu d'un bassin minier sinistré pour gâcher cette occasion.

Car c'est ça le vrai enjeu. Si la page socialiste se tourne pour ce territoire, qui écrira la suivante?

Deux hypothèses pour prendre la relève : celle dont on entend parler partout, parce qu'elle fait monter l'audimat, donne des sensations à ceux qui se catastrophent de loin, et aussi avouons-le parce qu'elle donne l'impression d'être proche du but.

Et celle dont nous rêvons: la transition écologique. Dans ce territoire qui grâce au marathon de quelques passionnés est depuis cette année classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Dans ce territoire où l'écologie a su s'implanter, à Loos-en-Gohelle, grâce à l'engagement sans faille de quelques passionnés. Et qui ne demande qu'à essaimer.

Notre mission sera double dans les mois qui viennent : montrer que c'est possible, et décrier l'atmosphère délétère qui s'empare de chaque campagne électorale.

Marine TONDELIER
(EELV Hénin-Beaumont)

EN EUROPE

ALLEMAGNE L'interdiction du NPD en débat

Depuis la parenthèse national-socialiste, un seul parti allemand utilise l'adjectif « national » : le NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschlands, ou Parti national-démocrate d'Allemagne), fondé en 1964 et se revendiquant clairement comme parti néonazi.

Le NPD est le pendant du FN : leur idéologie est raciste et révisionniste, on y entend la préférence nationale, des histoires de pureté du sang, et les mêmes slogans simplistes.

Le parti obtient plusieurs résultats locaux assez bons dans les années 60, et avec 4,3% des suffrages, et échoue de peu à entrer au Bundestag en 1969. Mais ces scores baissent ensuite rapidement, et le parti devient quasiment absent de la vie politique allemande jusqu'à la réunification.

Avec 6 000 adhérents (contre 30 à 40 000 pour le FN en France), le NPD a engendré ces dernières années un nombre croissant de sympathisants dans l'ex-Allemagne de l'Est. Des régions gangrénées par le chômage et où les agressions racistes se multiplient.

Son implication locale lui a permis d'entrer dans les parlements des Länder de Saxe (depuis 2004) et de Mecklenbourg-Poméranie Occidentale (depuis 2006). Dans certaines communes proches de la frontière polonaise, le NPD est monté jusqu'à 33% lors du dernier scrutin régional. Essentiellement implanté en ex-RDA, il exerce son influence à travers des associations sportives et culturelles.

Quand le gouvernement Merkel tergiverse

C'est dans ce contexte que le gouvernement allemand a renoncé en mars 2013 à lancer une procédure de demande d'interdiction du NPD. D'une part le gouvernement Merkel a estimé que ses chances de succès étaient faibles et d'autre part, que cette opération ne serait pas efficace pour lutter contre l'extrême-droite.

Ce n'est pas la première fois que l'idée d'interdire le NPD occupe l'opinion allemande. Le précédent a échoué en 2003, butant sur un vice de procédure et surtout infligeant un camouflet politique au gouvernement Schröder en janvier 2001 : le NPD fait alors l'objet d'une triple demande d'interdiction de la part du

gouvernement, du Bundestag et du Bundesrat.

L'idée d'interdire le NPD ressurgit en novembre 2011 : les membres d'une organisation criminelle nommée Clandestinité national-socialiste (NSU) sont mis en cause dans dix crimes racistes entre 2000 et 2007 dont le meurtre d'une policière. Trois des membres sont proches du NPD. Immédiatement des manifestations contre le néonazisme sont organisées. Un sondage affirme que 77% des Allemands soutiendraient une mesure d'interdiction. Le ministre de l'intérieur HP Friedrich déclare qu'il s'agit d'une « *nouvelle forme du terrorisme d'extrême-droite* ».

En mars 2013, au terme d'une longue réflexion, la ministre allemande de la Justice, S. Leutheusser-Schnarrenberger, souligne « *les grands obstacles* » de cette procédure juridique, et confirme que le conseil des ministres n'entamera pas de procédure. Le ministre allemand de l'Intérieur insiste pour que « *l'Etat et la société combattent l'extrême-droite* ». Certains soulignent qu'il est plus facile de contrôler les extrémistes de droite s'ils sont réunis dans une structure légale que s'ils sont bannis et dans l'ombre.

Le Bundesrat lance une procédure d'interdiction

De loin toutefois, le gouvernement Merkel soutient l'initiative du Bundesrat : le 6 décembre dernier, les seize Länder allemands ont lancé contre le NPD une procédure d'interdiction. Après discussions au Parlement, le dernier mot reviendra à la Cour constitutionnelle, à Karlsruhe, qui devra dire si les agissements du NPD sont contraires ou non à la Constitution. L'affaire semble cette fois bien engagée, contrairement à 2003.

La contre-attaque du NPD ne s'est pas faite attendre : le 19 février, le NPD a publié sur son site Internet le résumé en 136 pages d'un rapport confidentiel de plus de mille pages du ministère de l'Intérieur qui énumérait

les raisons pour lesquelles ce parti devrait être interdit. S'offrant un véritable coup de pub, le parti néonazi a accompagné cette publication de commentaires moqueurs, comparant le rapport à une « plaisanterie du 1er avril avant l'heure ». N'hésitant pas non plus à tourner en dérision les exemples d'infractions à la loi du NPD.

Mais cette contre-attaque est mince. Le NPD est aujourd'hui exsangue, avec une situation financière instable. Le NPD a accumulé au cours de ces dernières années près d'un million d'euros de dettes et, le 23 février dernier, le Bundestag a décidé de ne plus verser de subventions publiques au parti néonazi. Il est reproché au NPD de n'avoir pas payé une amende d'un montant de 1,27 million d'euros à l'administration du Bundestag. Amende

infligée en raison de déclarations erronées sur ses comptes. Du coup, le NPD se trouve à sec, car comme la plupart des partis, il dépend des subventions publiques. En 2011, le NPD a encaissé près de 1,32 Million d'euros.

La décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe est difficile à pronostiquer. Mais vues les difficultés que traverse actuellement le NPD, il n'est pas certain qu'il faille attendre longtemps avec une dissolution du parti.

Sophie NICKLAUS
(EELV Toulouse)

AUTRICHE Une extrême-droite désunie qui se maintient à un niveau élevé

En 1999, l'Union européenne s'était ému de voir arriver au pouvoir le FPÖ (Parti libéral autrichien, parti populiste et nationaliste) de Jörg Haider, en coalition avec les conservateurs (ÖVP). L'Autriche, à l'instar d'Israël, est un des rares pays où un « cordon sanitaire » ne fonctionne pas : l'extrême droite participe parfois aux coalitions gouvernementales avec la droite et le centre-droit, et possède donc à l'occasion des ministres, ou des présidences de régions. Le FPÖ a même formé une coalition avec le SPÖ (le parti social-démocrate) de 1983 à 1986. Ce gouvernement fut formé par le chancelier Fred Sinowatz puis poursuivi par Vranitzky en 1986. Cependant, lorsque Jörg Haider fut porté à la tête du FPÖ en septembre 1986, le chancelier Franz Vranitzky considéra qu'il était impossible de continuer à travailler avec un parti qui déclarait ouvertement son adhésion à certaines théories et pratiques du régime national-socialiste et mit fin à la coopération gouvernementale, ce qui provoqua des élections anticipées.

FPÖ et BZÖ : quand l'extrême-droite scissionne

En 2005, Haider décide de faire scission avec un FPÖ qui se questionne sur sa participation au gouvernement après de lourdes défaites électorales. Il abandonne le FPÖ aux ultras et crée le BZÖ (Alliance pour l'avenir de l'Autriche), qui souhaite poursuivre l'alliance avec les conservateurs, quand le FPÖ se range dans l'opposition. Le BZÖ connaît alors des résultats mauvais aux législatives de 2006 (4%), sauf dans la Carinthie gouvernée par Haider, loin derrière le FPÖ (11%).

Les élections législatives de 2008 sont l'apogée de l'extrême-droite : le BZÖ obtient 10,5% des voix et le FPÖ 17,5%, soit 28% à eux deux ! Des tractations s'ouvrent alors entre Haider (BZÖ) et Strache (FPÖ), mais le leader du BZÖ trouve la mort le 11 octobre dans un accident de la route.

Le BZÖ connaît alors un net recul, et le départ de fédération entière (en Carinthie notamment, où il y a fusion avec le FPÖ), et sa ligne politique évolue vers le libéralisme, sur le modèle du FDP allemand.

Un répit de courte durée pour le FPÖ

Le FPÖ a donc refermé la parenthèse ouverte en 2005. Idéologiquement, il confirme son implantation à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Mythologie germanique, antisémitisme, racisme, et surtout Volksgemeinschaft (« communauté du peuple ») : le FPÖ a réintroduit dans son programme en 2011 l'idée que l'Autriche et les minorités germanophones de l'ancienne monarchie font un avec la culture et le peuple allemands. Nous sommes donc bien en présence d'un retour du nazisme sur le lieu de ses origines.

Début 2013 le FPÖ affiche ses ambitions pour les élections législatives du 29 septembre 2013, donc plus alors que le BZÖ est agonisant. Mais son succès annoncé est troublé par l'irruption dans le champ politique d'un milliardaire austro-canadien de 80 ans (Frank Stronach), eurosceptique et populiste, qui a fondé fin 2012 le parti « Team Stronach » (TS). Il dispose déjà d'un petit groupe parlementaire à l'Assemblée nationale autrichienne, n'ayant pas eu de mal à débaucher cinq députés du parti d'extrême droite BZÖ.

Le parti TS pêche essentiellement les voix de l'extrême-droite (et donc

du FPÖ) qui voit ses ambitions fortement revues à la baisse pour les prochaines législatives. Baisse confirmée par la perte en mars de la région de Carinthie, le fief historique.

Un sondage du 21 juillet donne 27% aux sociaux-démocrates (-2,5), 25% aux conservateurs (-1), 19% aux FPÖ (+1,5), qui ambitionnait d'être en tête il y a quelques mois, 13% aux Verts

(+2,5), 10% au tout nouveau TS et 2,5% au BZÖ (-8) qui ne serait donc plus représenté au Conseil national. Affaire à suivre de près donc.

Jean-Sébastien HERPIN

GRÈCE Aube dorée : une menace de plus dans un pays en déroute

Aube dorée, de son nom complet « Association populaire – Aube dorée » est un parti d'extrême-droite grec d'orientation néonazie même si ce parti refuse cette appellation.

Au départ nom d'une revue, le parti a été fondé en 1992 par Nikólaos Michaloliákos qui le dirige toujours. Aux législatives de 2007, il fait son entrée au Parlement hellénique et confirme son éclosion à celles de juin 2012.

Son discours s'articule notamment autour de thèmes xénophobes, souverainistes, partisans du droit du sang, avec entre autres pour slogan « *la Grèce aux Grecs* ». Il fut membre du Front national européen.

Les méthodes, publications ou actions d'Aube dorée ne sont pas sans rappeler les pires heures du nazisme : saluts fascistes, crois gammées stylisées, nombreux articles et photographies en rapport avec des organisations ou des personnalités liées au Troisième Reich. Le 8 mai 2012, une conférence de presse a été organisée dans un « style musclé » ; les journalistes présents ont été contraints de se lever « *en marque de respect pour le dirigeant de ce parti* ». Une journaliste a même fait l'objet de menaces.

Au cours d'une interview, le chef de ce parti a nié l'existence des chambres à gaz et des fours crématoires dans les camps d'extermination nazis.

En juin 2013, le porte parole de ce mouvement était jugé pour un

vol avec violence en 2007 après avoir été complices d'hommes qui ont attaqué, poignardé et dévalisé un étudiant. Il est également inquiet après avoir frappé au cours d'un débat télévisé deux femmes politiques de gauche.

Dans un article de la RTBF de juillet 2013, un homme d'origine guinéenne témoigne de l'ambiance xénophobe grecque. Ratonnades décomplexées, intimidations, graffitis racistes, marquages de magasins suspects, la Grèce recense 154 victimes d'attaques physiques violentes dans des lieux publics en 2012 en Grèce, dont 107 à Athènes, soit plus d'un incident tous les trois jours. Mais selon un rapport, seulement 24 victimes en 2012 sont allées déposer plainte à la police.

Le pouvoir exécutif condamne les agissements jugés « inacceptables » du parti Aube Dorée. Mais alors que l'Europe réclame à la Grèce une loi antiraciste, le gouvernement rechigne et considère que la cause est l'arrivée massive de migrants. La réponse des autorités en proportion des agressions commises est considérée comme molle.

La position de nos homologues écologistes grecs est évidemment de condamner les exactions et dérapages de ce parti d'extrême-droite. Dans un communiqué de juin dernier, le Conseil Panhellénique des Écologistes Verts grecs appelle non seulement à une résistance face à la déviance fasciste mais met également en garde contre les dérives totalitaires qui peuvent menacer un pays qui a déjà connu la dictature.

Jean-Sébastien HERPIN
(EELV Orléans)

HONGRIE Le Jobbik pousse Orban à la surenchère

La Hongrie entre dans l'Union Européenne en 2004, quinze ans après la fin de la tutelle de l'URSS. Les élections législatives de 2010 voient la victoire du parti conservateur le Fidesz., dirigé par Viktor Orban, qui devient alors Premier ministre.

Sous son impulsion, une nouvelle constitution est votée en 2011 : le mot « république » disparaît, le « rôle du christianisme » est inscrit. Ce texte décrète que l'embryon est un être humain dès le début de la grossesse et que le mariage ne peut exister qu'entre un homme et une femme. Viktor Orban est présenté comme un homme conservateur glissant depuis quelques années vers une droite nationaliste.

Mais une droite ultranationaliste existe par ailleurs en Hongrie par le parti d'extrême droite Jobbik, qui obtiendra de bons scores aux élections de 2009 et 2010. Face à ce succès, Viktor Orban joue à la surenchère.

Entre 2008 et 2009, il a été dénombré une soixantaine d'agressions racistes (sur Roms et Tziganes) dont huit assassinats, reconnues par la Police comme trouvant leurs coupables au sein du Jobbik. A cela s'ajoute un antisémitisme, qui conduit le Jobbik à être sur le plan international, pro-Hamas et pro-Iran. Ainsi, s'oppose-t-il à ce qu'il nomme l'axe « Tel-Aviv-Washington-Bruxelles ».

Le premier ministre hongrois n'a pas craint de se compromettre en décorant plusieurs personnalités d'extrême droite. Cette collusion gouvernement/parti néo-nazi et cette dérive inquiètent l'Union européenne d'autant plus que les deux tiers des Hongrois souhaitent « réviser » leur appartenance à l'Union européenne.

Notons que l'idéologie du Jobbik prend son essence dans la revendication nationaliste de la Grande-Hongrie défaite par le traité de Trianon (traité de paix signé en 1920 qui démantèle l'empire austro-hongrois en plusieurs pays

Jean-Sébastien HERPIN

Vers un dispositif de réduction de l'attirance vers le FRONT national

Qui n'a jamais été confronté à un sentiment d'impuissance face à quelque chose ?

Comment réagissons-nous ? Sommes-nous certains que nous adoptons la meilleure attitude possible ? Sommes-nous capables de puiser des conseils auprès de ceux qui semblent réagir le mieux ? Sommes-nous capables de les appliquer ? Par exemple : quoi de plus exaspérant que d'être confronté à un robot téléphonique qui ne sait pas traiter notre demande, que d'avoir le sentiment de ne pas être pas entendu, que de se sentir victime de discrimination, d'avoir l'impression qu'un autre prend votre boulot, d'estimer que des « pourris » au pouvoir soient impunis.... !

Mais qu'en est-il exactement ? Qu'est ce que cela dit de l'attitude qui nous habite ? Nous serions juste « le bon » et l'autre « le diable », dans quelle mesure avons-nous besoin de boucs émissaires pour mieux enfouir, au plus profond, nos faiblesses, ... ?

Voici quelques unes des questions qu'il serait utile de partager avec nos semblables.

L'hypothèse sous-jacente est que si nous parvenons à créer des cadres pour échanger là dessus, pour partager nos souffrances et nos moyens pour en sortir, alors la rage contre l'autre diminuera et laissera place à la recherche des meilleures solutions envisageables.

Parions qu'une bonne partie de l'attirance pour le Front National soit une conséquence de la difficulté que nous avons à mettre en place des dispositifs de dialogue pour traiter collectivement ce genre de préoccupations.

Parions qu'en sus des décrets inévitables, des tentatives de convaincre, il existe une voie encore peu exploitée que nous pourrions proposer : La voie de l'échange.

Pratiquement, il semble relativement facile de commencer par des fiches d'auto-formation pour traiter ce genre de situations, de les compléter par des propositions d'accompagnement des cadres associatifs ou municipaux pour mieux encadrer dialogues, le tout accompagné de suggestions pour réduire les résistances, et parvenir à faire venir un maximum de gens.

Antoine VALABREGUE
antoine.valabregue@gmail.com

LA COMMISSION

Brève histoire d'une commission

S'opposer à l'extrême droite en général et au Front National en particulier n'a pas toujours été une évidence au sein de l'écologie politique organisée. Ainsi, au début des années 90, alors jeune militant des Verts et cofondateur de Ras l' Front, je propose avec quelques autres adhérents inquiets - déjà - de la montée du FN, la mise sur pied d'une Commission contre l'extrême droite. A notre grande surprise, des Waechtériens, partisans du fameux Ni Ni et majoritaires à cette époque chez Les Verts s'opposent au projet avec comme argument « *Pourquoi pas une Commission contre l'extrême gauche !* ». La proposition est soumise au débat lors d'un CNIR des Verts (l'équivalent du CF d'EELV). Le débat est houleux et le vote incertain. La création de la Commission est repoussée à une courte majorité.

Cela n'empêchera pas notre petit groupe essentiellement composé d'adhérents Franciliens de se réunir régulièrement, d'échanger des infos et de participer à des collectifs antifascistes. Nous sommes particulièrement attentif aux premières tentatives du FN de récupérer en les détournant des thématiques écolos : défense des animaux et du patrimoine, voir dans certains endroits opposition à la construction de centrales nucléaires ou de LGV...

Il faut toutefois attendre la seconde moitié de la décennie 90 pour que la Commission contre l'extrême droite des Verts voie officiellement le jour. La Commission sera active une dizaine d'années. Elle arrête de fonctionner au moment de l'élection de Sarkozy lorsque - comme d'autres groupes antifascistes - nous avons cru - à tort malheureusement que le FN était en voie de régression durable...

A signaler pour finir ce court rappel historique, que c'est de la Commission contre l'extrême droite des Verts qu'est issu le noyau de militants qui fonda en 1999 les momos (modérateurs/modératrices), le service d'ordre non violent des écolos qui lui est toujours en activité.

Sylvain Garel (EELV Paris)

Publication réalisée sous la coordination de :
Enzo Poultreniez
Mise en page : Sandra Regol
Impression : L'Artesienne
Ne pas jeter sur la voie publique

RIPOSTE EXTRÊME-DROITE



Nous rejoindre, nous suivre Groupe de veille sur l'extrême-droite

Mail : antifn@eelv.fr

Twitter : [@EELV_antiFN](https://twitter.com/EELV_antiFN)

Facebook : facebook.com/EELVantifn

Site : <http://antifn.eelv.fr>



Librairie

Sortie le 22 août, Face au FN est coécrit par Erwan Lecœur et Enzo Poultré. Il est édité chez Le Passager clandestin, en partenariat avec le CEDIS. Dédicace le vendredi 23 août de 17h30 à 18h sur le stand Librairie !

Journées d'été 2013 : Le programme

Mercredi 21 août
10h – 12h

Forum Ouvert des Jeunes Écologistes – L'Estaque, 175 plage de l'Estaque

ATELIER : La montée des populismes en Europe

D'Aube dorée en Grèce au Mouvement Cinq Étoiles de Beppe Grillo en Italie en passant le Front national en France, les populismes et l'extrême droite prennent dans les pays d'Europe des formes particulièrement différentes. Les jeunes verts du sud de l'Europe et les Jeunes Écologistes échangeront pour comprendre et combattre ses différentes formes de populisme.

Judi 22 août
14h-17h

Universités d'été du CEDIS – Université Saint-Charles

PLÉNIÈRE : Face au FN – Comprendre, agir, proposer

Dans un contexte économique et social délétère, et à l'approche des prochaines échéances électorales, d'aucun prédise une montée en puissance du Front National. Pourquoi le parti d'extrême droite remporte un succès grandissant ? Quels arguments opposer aux logiques frontistes ? Comment agir face à ce vote de protestation ?

Vendredi 23 août
14h – 15h30

Journées d'été d'EELV – Université Saint-Charles, Amphithéâtre Lavoisier

FORUM : 2014, l'écologie face à l'extrême droite

D'Hénin-Beaumont à Villeneuve-sur-Loz, de l'Oise au Languedoc-Roussillon, la plupart des militants écologistes seront confrontés dans leurs campagnes électorales de 2014 à la nouvelle flambée du vote d'extrême droite. Si cette perspective vous angoisse vous aussi, si vous êtes à la recherche de solutions efficaces de campagne pour y remédier, alors ce forum est fait pour vous ! Il se voudra concret, participatif et pratique, et l'idée est que vous en ressortiez armés pour mener ce combat de la manière la plus efficace possible, et sur le fond, et sur la forme.